



**NOUVELLE SOCIÉTÉ,**  
**NOUVELLE FRANCE**





**NOUVELLE SOCIÉTÉ,  
NOUVELLE FRANCE**



La France est confrontée aujourd'hui à d'intenses défis : des millions d'existences altérées par le chômage ; des centaines de vies prises par le terrorisme ; quelle Nation et quelle Terre laisserons-nous à nos enfants ? Tout cela fragilise nos esprits et souvent entrave nos actes.

Face à la brutalité de ces défis, la parole politique a oublié sa raison d'être : construire un projet pour les Français en s'appuyant sur les réalités du pays et de son environnement.

Malgré toute l'adversité, la France avance. Malgré ceux qui veulent la détruire. Malgré ceux qui veulent que rien ne bouge. Qui préfèrent préserver le passé aux dépens de l'avenir.

## Car les Français ont compris que nous avons changé de monde.

Ils ont compris que le numérique et les multiples applications qui en découlent imprimaient une transformation radicale des modes de vie et de travail.

Une transformation comme nous n'en avons peut-être jamais connue par son étendue et sa profondeur. Par la marque qu'elle appose sur nos vies, sur nos aspirations.

Nous vivons la révolution d'un millénaire. Et il ne nous appartient pas de la contester, mais de la comprendre. Et de l'accompagner, pour le meilleur et au profit du plus grand nombre.

Cette France qui avance sait que ce n'est plus l'Etat qui est stratège mais la société qui pilote. Qu'il n'appartient plus au politique de dicter les choses, mais d'escorter et de favoriser le changement ; que la façon dont les décideurs raisonnent a et aura toujours désormais un temps de retard sur la façon dont le peuple français avance et crée.

Une Nouvelle Société est en train de naître. Elle sait que la France possède les talents pour réussir dans le monde qui vient : un monde de sciences et d'idées ; un monde où le génie français, ingénieur et créatif, peut et doit réussir. Une société qui a besoin de volontaires pragmatiques et non de réactionnaires.

Cette Nouvelle Société, pour émerger, pour naître, a besoin qu'on l'aide à bâtir une Nouvelle France, plus libre, plus participative et plus optimiste.

Intransigeante sur le respect des principes qui la rendent singulière : il en va ainsi de sa laïcité de combat, de son droit du sol ou de l'exercice de sa fraternité universelle, avec le droit d'asile.

Intraitable dans le même temps, avec toutes les radicalisations, avec tous les extrémismes, avec tous les ennemis, intérieurs ou étrangers, notamment ceux qui souhaiteraient soumettre la femme.

Une Nouvelle France qui doit faire naître des nouvelles libertés, citoyennes, économiques et écologiques.

Une Nouvelle France qui doit construire des nouvelles sécurités, fiscales, sociales, familiales, professionnelles ou générationnelles.

Une Nouvelle France qui doit assumer des nouvelles responsabilités, pour son école, la maîtrise de sa dépense publique, la défense de sa laïcité ou l'avenir de l'Europe.

Une Nouvelle France qui sait que si les Français ont besoin d'être protégés, ils ont d'abord envie d'être encouragés à créer et que s'il faut faire la guerre au terrorisme, il ne faut jamais oublier de la faire au chômage.

Une Nouvelle France qui dit que s'il faut contrôler fermement l'immigration, c'est d'abord l'émigration de nos enfants qui doit nous inquiéter.

Une Nouvelle France qui pense que les Français sont assez grands pour choisir eux-mêmes le temps qu'ils souhaitent travailler ou l'âge de leur départ à la retraite.

Une Nouvelle France qui ne proclame pas « c'était mieux avant », mais « on fera encore mieux demain ».

Ne nous trompons pas. L'heure des choix est arrivée.

Face à ceux qui veulent conserver, refonder, restaurer, préserver, refermer...

Il est important d'affirmer :

Nous n'avons pas peur.  
Nous voulons enfin entrer dans notre siècle.  
Nous en sommes capables.  
Nous voulons participer.  
Nous voulons inventer, échouer, recommencer, réussir.  
Pour nous, pour tous.  
Nos enfants nous font confiance.  
Nous avons 20 ans. Nous avons 70 ans.  
Nous sommes des patriotes.

Nous sommes la Nouvelle société.  
Construisons ensemble  
notre Nouvelle France.

*Nathalie Kosciusko-Joyet*

# NOUVELLE SOCIÉTÉ, NOUVELLE FRANCE

## NOUVELLES LIBERTÉS

### LA DÉMOCRATIE ENFIN PARTICIPATIVE !

Une chambre des Citoyens virtuelle, qui permet à chaque Français de proposer directement une réforme

### L'ENTREPRISE LIBÉRÉE

100 milliards € de baisse d'impôts et de charges pour la compétitivité des entreprises

### FAVORISER LE TRAVAIL INDÉPENDANT

Un seul statut plus simple, plus souple et plus protecteur pour le travailleur indépendant

### L'ÉCOLOGIE POUR TOUS

Encourager l'écologie de proximité en généralisant les circuits courts (alimentaire, télétravail, production énergétique)

## NOUVELLES SÉCURITÉS

### UN IMPÔT SIMPLE ET JUSTE

Simplifier la fiscalité avec un impôt sur le revenu proportionnel dès le premier euro et garantir un revenu de base pour tous les Français

### FORMER CEUX QUI EN ONT LE PLUS BESOIN

Réorienter les 32 milliards € de la formation professionnelle prioritairement au profit de ceux qui en ont besoin : les jeunes et les demandeurs d'emploi

### REBÂTIR LA POLITIQUE FAMILIALE

Verser aux parents une allocation sans condition de ressources dès le 1<sup>er</sup> enfant et jusqu'à ses 18 ans

### GARANTIR À CHAQUE FAMILLE UN ACCOMPAGNEMENT DE LA DÉPENDANCE

Garantir à chaque personne dépendante un accompagnement financé par une contribution obligatoire sur les contrats d'assurance multirisques

## NOUVELLES RESPONSABILITÉS

### POUR UN ÉTAT HUMBLE

Réduire la dépense publique de 100 milliards € en réformant l'État-providence

### RENOUER AVEC L'EXIGENCE DU SAVOIR

Rétablir l'autorité à l'école (autonomie, rémunérations, pédagogie) et l'excellence à l'université (sélection, droits d'inscription)

### OSER L'EUROPE

Doter l'Europe d'une légitimité politique et lui donner les moyens d'agir efficacement face aux crises (défense, terrorisme, immigration)

### D'UN ISLAM EN FRANCE À UN ISLAM FRANÇAIS

Interdire le salafisme pour lutter contre toutes les radicalisations et bannir les financements étrangers remplacés par une taxe de 1% sur les produits halal



NOUVELLES  
LIBERTÉS

NOUVELLES LIBERTÉS

# UNE DÉMOCRATIE ENFIN PARTICIPATIVE !

## LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

Hier on écoutait, on appliquait. Désormais on participe. Chaque jour. Partout.

Dans sa vie, d'abord : on partage l'actu, on commente le Facebook de ses amis, on note son Uber, son avion, son hôtel, son restaurant... Mais aussi dans son travail où les processus de décision sont toujours plus collectifs, collaboratifs, interactifs. Hier c'était descendant, vertical. Aujourd'hui le monde est circulaire, le partage obligatoire, l'intelligence collective, l'interaction permanente.

Partout... sauf dans notre démocratie ! Les changements du monde semblent s'être arrêtés aux frontières de nos institutions et de nos pratiques politiques. Résultat : les électeurs se détournent des politiques, l'abstention grimpe et les extrêmes gagnent du terrain.

Pourtant, les Français restent passionnés de politique et concernés par les défis de l'époque. Ils veulent donner leur avis et prendre la parole, et pas seulement à l'occasion des élections.

Je veux leur donner cette possibilité.

## LA NOUVELLE FRANCE

### Créer une Chambre des Citoyens

Pour que chaque Français puisse porter ses idées à tout moment, je propose de remplacer le Conseil économique, social et environnemental (CESE) par la Chambre des Citoyens, une plate-forme en ligne qui permettrait à chaque citoyen de soumettre une proposition de loi. Une équipe de juristes serait chargée d'approfondir les propositions les plus soutenues sur la plateforme.

Au-dessus de 500 000 signatures en ligne (1 % du corps électoral), la Chambre des Citoyens, représentée par les Français ayant participé à l'élaboration de la proposition de texte, présente le projet de réforme au Gouvernement et au Parlement qui est tenu de débattre le texte.

La Chambre des Citoyens doit ainsi permettre à chaque Français de se réapproprier la vie politique, et permettre à la Nation de se nourrir des expériences individuelles et locales qui font la France du quotidien.





# L'ENTREPRISE LIBÉRÉE

## LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

Quelle chance la France donne-t-elle à ses entreprises pour réussir sur des marchés toujours plus concurrentiels, toujours plus ouverts, où il n'y a plus aucune chasse gardée, ni sectorielle, ni géographique ?

L'énergie est là, les savoir-faire et les domaines d'excellence nombreux, les talents présents. Mais regardons les chiffres : l'an dernier, nous avons créé 5% d'entreprises de moins qu'en 2014 ; notre chômage est de 10% ; l'indice du moral des chefs d'entreprises est à peine au-dessus de sa moyenne sur 30 ans, tellement loin des sommets de la fin des années 1990 !

Ce sont les symptômes de notre incapacité à faire naître, vivre, croître et durer en France un climat pro-business. Ceux d'une France où favoriser l'investissement, la création de valeur et in fine l'emploi et le pouvoir d'achat est toujours aussi compliqué. Une France où les pouvoirs publics préfèrent souvent « planter des fonctionnaires et faire pousser des impôts », selon le mot de Clémenceau, tandis que les jeunes diplômés partent se chercher un avenir meilleur à l'étranger. Combien de temps allons-nous donc encore attendre ?

Si nous avons échoué à redonner du souffle à nos entreprises, c'est parce que nous avons toujours attendu que des réformes minimales produisent des effets réduits pour ensuite envisager de baisser - un peu - la fiscalité. Et parfois d'ailleurs y renoncer tout court.

## LA NOUVELLE FRANCE

### Baisser d'emblée les impôts et les dépenses de façon simultanée et massive

Les baisses radicales d'impôts produiront des résultats immédiats, les réformes structurelles prendront plus de temps. C'est ce que j'appelle baisser les impôts par l'ascenseur et les dépenses par l'escalier. Il faudra donc assumer un déficit budgétaire temporaire, comme l'avait fait le Chancelier Schröder quand il mit l'Allemagne sur les rails du XXI<sup>e</sup> siècle. Copions pour une fois ce qui a marché plutôt que réitérer ce qui a déjà échoué.

### - 100 Md€ sur les prélèvements des entreprises

Je propose donc de créer un choc de compétitivité inédit dans notre pays, une politique de *libération nationale de nos entreprises* : une baisse des prélèvements sur les entreprises de 100 milliards €, dès le début du quinquennat. C'est la baisse la plus ambitieuse de l'ensemble des programmes de la Primaire :

#### 67 Md€ pour la capacité d'investissement

Parce que là est le levier le plus puissant de la réussite économique et de la création d'emploi.

- Le taux **d'impôt sur les sociétés sera ramené à la moyenne européenne** (25%) parce que réussir ici ne doit pas coûter plus cher qu'ailleurs.
- Nous **doublons le plafond de chiffre d'affaires éligible au taux réduit** d'Impôt sur les sociétés pour les PME afin d'aider ces dernières à grandir.
- Enfin, je veux **baisser les cotisations patronales de 50 Md€** (soit -21%), sur tous les salaires et pas seulement sur les plus bas, pour qu'enfin les rémunérations des populations les plus stratégiques puissent être compétitives en France.

#### 26 Md€ pour réduire les impôts sur la production

Pour redonner aux entreprises le pouvoir de créer des richesses, en supprimant la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S), en baissant la fiscalité sur le travail, en supprimant la cotisation foncières des entreprises (CFE) et baissant les taxes foncières des PME.

#### 7 Md€ pour alléger la fiscalité sur la transmission d'entreprise

Parce qu'il est fondamental d'encourager l'envie de réussir en France : je propose d'exclure la cession de l'entreprise de l'assiette des plus-values et d'assouplir le dispositif Dutreil sur la transmission d'entreprise au sein d'une même famille. Je crois à un capitalisme d'entrepreneurs passionnés, dont le mérite et la créativité ne doivent jamais s'arrêter au bout d'une génération à cause d'une fiscalité punitive.

#### Développer les business angels,

En abaissant l'imposition des plus-values de cessions de titres de startups : dans la Nouvelle France, prendre des risques pour aider le nouveau monde à naître, sera culturellement et économiquement toujours favorisé !

## UN IMPACT CONCRET SUR CHAQUE ENTREPRISE

Pour une entreprise qui génère un chiffre d'affaires de 10 M€ et un résultat fiscal de 300 000 €, ce choc fiscal représente une diminution globale de l'imposition de 1,31 M€ à 1,07 M€, soit une baisse de 18% de son imposition totale, dont 21 % de baisse des cotisations patronales.

18% de fiscalité en moins, près de 200 000 € dans ce cas de figure, c'est un emploi créé immédiatement ou un investissement qui créera des emplois.

# FAVORISER LE TRAVAIL INDÉPENDANT

## LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

Et si on regardait et aidait ce qui vient, plutôt que de toujours protéger ce qui est ou ce qui fut ?

Admettons-le, nous avons changé de monde. Et nous sommes encore en train de changer de monde. Logiquement, les organisations héritées de nos parents – et le salariat en fait partie – ne seront pas forcément toutes éternelles !

Oui, l'ubérisation de l'économie est en marche ! Elle ne sera pas forcément universelle et elle ne touchera pas tous les secteurs, mais la mise en relation directe entre *consommateur* et *producteur*, via des plates-formes digitales, va continuer de croître. Et il nous appartient d'en faire une force et une solution, plutôt qu'un problème.

Face à un chômage endémique et à la crise du modèle salarial classique, le développement du travail indépendant va concerner de plus en plus de Français. Initialement phénomène de jeunes urbains, c'est aussi un moyen pour les seniors de se reconvertir, pour les hommes et les femmes qui veulent pouvoir s'organiser avec des enfants d'avoir un temps de travail plus flexible, pour des entreprises de répondre rapidement à une croissance de l'activité, ou de prospecter un nouveau secteur en recrutant un indépendant.

Alors, face au monde qui change, on fait comment pour faire croître, au bénéfice de tous, le «Travail Libre» ?

Il est important d'abord de ne pas nier les faits : le salariat reste le mode de travail largement dominant aujourd'hui. Mais le Travail Libre se développe et constitue un mouvement économique et sociétal structurant pour les années à venir. Le mouvement est là, il représente déjà plus de 10% des travailleurs en France.

Il est ensuite fondamental de se dire que l'essor incroyable du Travail Libre est une chance pour lutter contre notre principal fléau sociétal : le chômage de masse et son cortège de destructions sociales et humaines. Regardons ailleurs : 90 % des emplois créés au Royaume-Uni en 2013, en sortie de crise, ont été l'œuvre de travailleurs indépendants. Et aux Etats-Unis, pays où le phénomène est le plus avancé, plus d'1/3 des travailleurs sont des indépendants. Le réservoir est immense. Ayons l'audace de le saisir.

Enfin, choisir d'accompagner la progression du Travail Libre, c'est aussi chercher à préserver les spécificités de notre modèle de société – la France est une terre de Libertés et de Sécurités, culturellement distante des expériences anglo-saxonnes. À nous donc d'accompagner ce mouvement en lui permettant de se déployer, tout en protégeant toujours mieux les indépendants, au même titre que les salariés.

## LA NOUVELLE FRANCE

### Un seul statut plus simple, plus souple et plus protecteur pour le travailleur indépendant

Aux questions douloureuses que le RSI laissait en suspens - comment être certain que mes enfants seront protégés, quelle imposition anticiper, à combien faut-il cotiser ?... - je propose de substituer la création d'un statut général du travailleur indépendant, qui regrouperait des dispositions communes à toutes les différentes formes de travail indépendant, afin de réduire la complexité des multiples statuts, et qui garantirait une protection sociale renforcée et simple pour les indépendants. Les travailleurs indépendants, tous regroupés sous ce label, auraient alors un choix très simple : rejoindre le régime général, garant de prévisibilité, ou opter pour des assurances privées, moyennant une contribution de solidarité très inférieure à leurs cotisations actuelles. Les indépendants ont l'esprit libre, laissons leur le choix de leur protection. Et assomons une bonne fois pour toute ce RSI qui fait l'unanimité contre lui.

Enfin, avec la création que je propose du revenu d'existence pour chaque Français de plus de 18 ans, il existera une solution simple et pragmatique pour faciliter les nouveaux modèles de travail et accroître à la fois le retour à l'emploi et la flexibilité du salarié ou du travailleur indépendant.

Un travail libre organisé, protégé, encouragé ... et si c'était là, l'une des solutions stratégiques contre le chômage ?



# L'ÉCOLOGIE POUR TOUS

## LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

**Nous pouvons faire plus !  
Nous devons faire plus !**

Parce que si certains responsables continuent de nier l'évidence de l'impact de l'Homme sur la Planète, ou si au Gouvernement d'autres se congratulent sans aucune amélioration de la situation environnementale française, les faits eux sont tenaces et l'opinion publique le sait bien : 2015 fut l'année la plus chaude qu'a connue la Terre depuis que nous mesurons les températures et 2016 est bien partie pour la dépasser.

Alors oui, suite à la Charte de l'Environnement et au Grenelle de l'Environnement, des progrès ont été réalisés : nous avons baissé nos émissions de gaz à effet de serre (GES) de 12% depuis 1990 et nous avons désormais 16% de production électrique à partir des énergies renouvelables.

Mais est-ce réellement suffisant ? Nous sommes encore loin des objectifs à atteindre dès 2020 tant pour le CO2 que pour les énergies renouvelables, la qualité de l'air de nos grandes villes se situe trop souvent au-dessus du seuil maximum recommandé par l'OMS pour les particules fines ou la concentration en ozone, l'eau de nos nappes souterraines continue d'enregistrer des taux élevés de nitrates et pesticides, les zones humides se dégradent et la protection de nos espaces naturels est insuffisante !

De plus, alors que les citoyens sont de plus en plus concernés par les sujets environnementaux, ils sont très (trop) souvent bridés dans leur action par des lenteurs, des inerties, des pratiques et des dictats, voire une absence complète d'information sur les moyens qui sont réellement mis à leur disposition par les pouvoirs publics pour améliorer la qualité de leur environnement direct et immédiat.

Il faut remettre le citoyen au cœur de son environnement, en étant à la fois pragmatique et participatif.

Pragmatique, c'est constater qu'agir pour l'environnement, ce n'est pas qu'une question d'éthique vis-à-vis de notre qualité de vie ou de l'avenir de nos enfants, mais c'est d'abord une question de rentabilité individuelle et collective, et donc d'incitations économiques et de champs d'innovations incroyables. L'écologie pour tous, ça rapporte ! Des économies d'énergie, des coûts de pollutions et des catastrophes climatiques évités, c'est une réduction de la facture pour les Français. Une meilleure alimentation, un air moins pollué, moins de produits chimiques, c'est moins de maladies chroniques et de cancers, moins d'arrêts de travail, plus de compétitivité, moins de charge pour l'assurance maladie, et au final une meilleure qualité de vie pour tous. L'évolution des technologies et des produits, c'est enfin une source majeure de création d'emplois.

Participatif ensuite, car il s'agit de redonner au citoyen un rôle actif - le premier -, dans l'amélioration de ses conditions de vie et de santé, ce qui suppose au préalable un sérieux renforcement de la transparence de l'information à partir de laquelle il exerce ses choix.

## LA NOUVELLE FRANCE

### Retrouver l'énergie mobilisatrice du Grenelle

La France sera à l'avant-garde de l'écologie et retrouvera l'énergie mobilisatrice du Grenelle, parce qu'elle saura passer de la parole aux actes sur le changement climatique notamment dans les transports, le bâtiment et l'énergie, parce qu'elle fera de la qualité de l'air une grande cause nationale, parce qu'elle donnera aussi à la biodiversité les moyens qu'elle mérite.

### Généraliser les circuits courts dans tous les domaines de la vie quotidienne

Parce qu'ils permettent de reconnecter le citoyen à son environnement et donnent à chacun la possibilité de l'améliorer simplement, directement et visiblement.

C'est un chemin simple, direct et efficace pour faire de chaque citoyen le premier acteur et le principal garant de son environnement

### Favoriser les circuits courts alimentaires

Sur le plan alimentaire, les circuits courts seront favorisés à travers une fiscalité incitative, un étiquetage environnemental et la mise en place de bons d'achat sociaux. Les plateformes et les magasins de producteurs dédiés aux produits issus de l'agriculture de proximité incitent également aux circuits courts. Les commerces doivent se transformer, et agir pour la dématérialisation des paiements et des reçus : c'est un nouveau pas vers la responsabilité.

### Développer l'autoproduction d'énergie

En matière d'énergie, l'autoproduction et l'autoconsommation seront développées bien au-delà de la timide ordonnance du 27 juillet 2016.

### Faciliter le télétravail

En ce qui concerne les déplacements, le télétravail est un des axes de mon programme pour l'emploi, pour que chacun puisse s'organiser plus librement mais aussi car cela contribue à réduire l'impact carbone de chaque salarié.





# NOUVELLES SÉCURITÉS

NOUVELLES SÉCURITÉS

# UN IMPÔT SIMPLE ET JUSTE

## LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

Notre système fiscal est illisible, l'impôt sur le revenu n'est payé que par une minorité de ménages français, les niches fiscales toujours plus nombreuses favorisent ceux qui sont des experts de l'optimisation, et chacun soupçonne l'autre de bénéficier de plus d'aides que lui.

L'opacité de l'impôt sur le revenu et des aides alimente le sentiment que le travail ne paye pas, que le système est injuste. Payer l'impôt sur le revenu est un des ciments de notre société, il doit être partagé par tous.

Le modèle social actuel n'encourage pas à retrouver un emploi : la perte des allocations n'est pas toujours compensée par le salaire.

## LA NOUVELLE FRANCE

### Remplacer l'impôt sur le revenu actuel par une *flat tax*, un impôt proportionnel individualisé

Chaque Français doit payer des impôts justement proportionnés, dont il maîtrise l'usage, et bénéficier d'aides qui ne découragent pas le travail.

Je souhaite donc réformer l'impôt sur le revenu et le RSA, afin que chaque Français contribue à hauteur de ses moyens, dans un cadre transparent et simple.

Cette réforme sera une réforme sociale. Je conserve, contrairement à mes concurrents, l'ISF en l'orientant uniquement sur le financement des entreprises. C'est à l'ISF d'assurer la progressivité de l'impôt pour les hauts revenus, mais tous les Français doivent payer l'impôt dès le premier euro, de façon proportionnée.

### Un revenu de base inconditionné de 470 €

En contrepartie, chaque Français doit bénéficier d'un revenu de base de 470 € par mois, qu'il soit au chômage ou en emploi, qui diminue l'imposition moyenne des faibles revenus engendrée par la *flat tax*. Cette double réforme permet de garantir que chaque Français paye l'impôt sur le revenu. Ce revenu de base fusionne notamment le RSA, l'ASS et la prime d'activité.

### Financer le ministère de son choix

Je souhaite aussi que chaque Français puisse affecter 5% de son impôt chaque année au ministère de son choix, selon les projets présentés par les ministères. Ainsi, chaque Français pourra choisir de financer avec son impôt les projets qui lui semblent les plus pertinents pour l'avenir de son pays. C'est donner du sens à la fiscalité, ou plutôt lui redonner son fondement : le consentement à l'impôt.



## NOUVELLES SÉCURITÉS

# FORMER CEUX QUI EN ONT LE PLUS BESOIN

### LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

On n'entre plus dans une entreprise aujourd'hui pour y faire toute sa carrière.

Entre les difficultés économiques, les exigences légitimes des salariés de concilier vie professionnelle/vie personnelle et les mutations technologiques, la mobilité est devenue la règle pour beaucoup de salariés en France. Les jeunes actifs ont même fait du zapping professionnel un mode de vie. Et qui dit changement de job, dit le plus souvent nouvelles compétences et donc besoin de formation. Or, c'est le là que le bât blesse : notre pays, qui compte 10% de chômeurs, dépense pas moins de 32 milliards d'euros dans la formation professionnelle ! Un beau gâchis.

Clé de la réduction du chômage, la formation professionnelle est aujourd'hui mal ciblée : elle bénéficie pour 42 % à des actifs qui ont déjà un emploi, et plus aux cadres qu'aux ouvriers.

### LA NOUVELLE FRANCE

**Réorienter la formation pour qu'elle bénéficie à ceux qui en ont le plus besoin : les jeunes, dont un quart sont au chômage, puis les demandeurs d'emplois.**

Au sein des actifs ayant déjà un emploi, je propose d'orienter les fonds vers les salariés des petites entreprises davantage que vers ceux des grandes entreprises, et vers les employés et les ouvriers davantage que vers les cadres.

**Réformer la gestion des fonds de la formation professionnelle**

En réduisant le nombre d'organismes, de façon à ce que la qualité et l'efficacité de leurs actions puissent être mieux contrôlées. L'évaluation de leur efficacité sera la base de la sélection des organismes.





# REBÂTIR LA POLITIQUE FAMILIALE

## LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

La politique familiale est source d'incompréhensions, d'injustices et de jalousies.

Avec l'impôt sur le revenu, le quotient conjugal profite aux couples dont un seul membre travaille. Les allocations familiales, elles, ne profitent pas au premier enfant, pourtant pas moins coûteux que le deuxième. Et le Gouvernement actuel a porté un coup fatal au principe fondamental de l'universalité de l'aide aux familles.

Allocations familiales, complément familial, ARS, allocation de base de la PAJE participent à la complexité du système. La suppression de ce maquis d'aides et le versement d'un revenu individuel par membre du foyer, adulte comme enfant, remettrait à plat les règles du jeu.

## LA NOUVELLE FRANCE

**Un revenu par enfant, pour tous les parents, dès le premier enfant**

La mise en place de la *flat tax* suppose la suppression du quotient familial et des allocations familiales conditionnées et leur remplacement par un revenu par enfant, dès le premier enfant. Versé aux parents, un revenu inconditionnel de 200 € par enfant et par mois rééquilibrerait la politique familiale, pour un coût budgétaire nul. Ce revenu passerait à 270 € par jeune de 14 à 18 ans, avant qu'il ne perçoive le revenu de base de 470 € à sa majorité.

La refonte de l'aide aux parents, sans condition de revenu et dès le premier enfant, permet de recentrer les aides et de leur donner du sens en faveur de l'enfant.





## NOUVELLES SÉCURITÉS

# GARANTIR À CHAQUE FAMILLE UN ACCOMPAGNEMENT DE LA DÉPENDANCE

## LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

La dépendance est dans toutes les familles, chez chaque Français qui doit s'occuper d'une personne en situation de handicap, parfois malheureusement dès son plus jeune âge, ou d'un parent que l'âge rend de moins en moins autonome.

Nous vivons tous ce moment d'hébètement face à la violence et à la complexité de cette situation. Comment aider ses parents à rester à domicile dignement ? Comment garantir une prise en charge nuit et jour ? Comment trouver une place dans un établissement spécialisé, qui regorge de demandes et de files d'attente. Nous en parlons peu, sans doute par pudeur, mais c'est une blessure que de voir qu'on ne peut pas offrir à nos aînés ou aux personnes en situation de handicap un cadre sûr, rassurant et garanti.

Faut-il les accueillir chez nous, arrêter de travailler, comment faire pour s'en occuper quand on n'y connaît rien. Il faut sortir ce sujet du secret des familles et y apporter des solutions de financement et d'accompagnement à grande échelle. De nombreux Français s'occupent seuls d'une personne dépendante, souvent aux dépens de leur vie privée et professionnelle, faute d'aide : 8,3 millions de proches sont aidants en France, et 13% des salariés – 20% des plus de 40 ans – s'occupent aujourd'hui d'un proche dépendant.

Les dispositifs actuels ne répondent pas à la gravité de la situation, et sont surtout sous-dimensionnés pour demain.

Le manque d'accompagnement a deux sources :

- le financement (avoir quelqu'un à ses côtés plus de 35 heures par semaine implique souvent plusieurs personnes à temps plein, ce qui est insoutenable financièrement) ; les plafonds de l'APA sont trop bas pour couvrir ce genre de financement
- les accompagnants : en nombre (difficile de trouver des accompagnants, malgré une forte demande, ce sont des emplois difficiles et peu attractifs) ; et en qualité (difficile de laisser ses parents dans les mains de quelqu'un en qui ils n'ont pas confiance ou en qui vous n'avez pas confiance).

Il faut sortir ce sujet du secret des familles et y apporter des solutions de financement et d'accompagnement à grande échelle. Ce sont autant de questions et de difficultés qui justifient que la dépendance soit pour moi le chantier prioritaire du quinquennat. Il faut donc trouver une source de financement qui permette un accompagnement suffisant et de qualité.

## LA NOUVELLE FRANCE

### La dépendance, chantier prioritaire du quinquennat.

Je veux garantir à chaque famille une prise en charge de la dépendance. Pour cela, trois conditions doivent être réunies : un financement, des accompagnants qualifiés et des accompagnants nombreux.

Il faut que l'activité repose sur l'initiative privée, et que le public ne soit que le garant de la qualité de l'accompagnement, car je crois à la vertu de la concurrence et à la flexibilité des structures associatives. Plus de 200 000 emplois peuvent être créés dans ce domaine, c'est aussi un défi économique majeur.

### Un pilote

Pour conduire la réforme, il faut un pilote : le **ministère à l'accompagnement de la vie**. Identifié, chargé du handicap et de la dépendance, concentrés sur ce chantier prioritaire.

### Un financement privé.

L'Etat n'est pas armé pour accroître ses financements, et c'est pour cela que la réforme de la dépendance, la création d'un cinquième risque, tous ces projets sont toujours remis à demain. Le financement privé est la condition essentielle pour que la réforme intervienne rapidement et soulage les familles. Pour le financement, je propose une contribution obligatoire dépendance qui consiste en **une majoration de 5 % des contrats d'assurance multirisques**, collectée par les assureurs. Pour un foyer qui a une assurance habitation de 200 € par an, cela ne représente 10 € par an, moins d'1 € par mois. 100 millions d'assurance multirisques ont cours en France : si on estime une moyenne de contribution de 15 à 30 € par prime, cela représente 1,5 à 3 Md€ par an, pour une contribution indolore pour les ménages : à 30 € par an, cela représente 2,5 € par mois.

### Un financement opérationnel

Concrètement, le financement doit servir, pour chaque personne dépendante, à garantir un accompagnement. L'aide ne serait plus versée à la personne dépendante mais directement à l'organisme (associatif ou privé) qui assume l'accompagnement. Cela évite des tracasseries administratives et permet de créer une incitation forte pour le développement de ces emplois de la part du secteur privé et associatif. L'Etat finance le salaire de l'accompagnant par ce biais. Les aménagements, travaux d'adaptation seront toujours une aide financière indépendante.

### Assurer la qualité des accompagnants

Le financement doit permettre d'engager une démarche de formation et de labellisation publique des associations qui souhaitent s'occuper d'accompagnement. Le surplus de financement issu de la *contribution obligatoire dépendance* doit rassurer les partenaires associatifs et privés sur le fait que c'est rentable d'investir dans le secteur de la dépendance.



NOUVELLES  
RESPONSABILITÉS

# NOUVELLES RESPONSABILITÉS POUR UN ÉTAT HUMBLE

## LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

« Ça ne coûte rien : c'est l'État qui paie » François Hollande, novembre 2014

1 200 Md€ de dépenses publiques... et moi, et moi, et moi ! Plus l'Etat dépense pour les Français – leur éducation, leur santé, leur sécurité, leurs collectivités...- moins ces derniers lui en sont reconnaissants. Comme si les Français en avaient assez qu'on décide de ce qui est bon pour eux.

Parce que l'impôt est devenu trop lourd, que l'Etat se mêle de tout et pas toujours à bon escient (au hasard : la calamiteuse et coûteuse réforme des rythmes scolaires), que la redistribution fonctionne mal... Bref, parce qu'à force de vouloir trop en faire, la puissance publique fait mal. Les Français qui voyagent de plus en plus voient bien que les pays moins administrés - et donc moins lourdement taxés - peuvent fonctionner très bien. Et si on revenait à l'essentiel : un Etat humble mais efficace ?

## 55,8 %

Part de la richesse nationale que la France consacre au fonctionnement de ses administrations (nationales et locales) et au financement de son système de protection sociale (santé, chômage, retraite).

## LA NOUVELLE FRANCE !

**6 réformes audacieuses pour améliorer l'efficacité de l'action publique et économiser 100 milliards d'euros sur le quinquennat.**

### Réformer la fonction publique

En réservant le statut de fonctionnaire aux fonctions régaliennes de l'Etat (police, justice, armée, diplomatie), en réduisant les effectifs sous statut de 100 000 par an pendant le quinquennat et en augmentant la durée du travail de tous les agents (Etat, hôpitaux, collectivités) à 35 heures/semaine. **Gain : 25 Md€/an.**

### Réformer la santé

En réduisant la capacité d'accueil des hôpitaux en raison du développement de la chirurgie et de la médecine ambulatoire, en organisant mieux la prise en charge des patients en affection longue durée (ALD) par les médecins libéraux en ville, en développant les génériques et en mettant en place un régime unique de santé. S'y ajoutent un meilleur contrôle des arrêts maladie et des transports de patients. **Gain : 20 Md€/an.**

### Réformer les retraites

En reportant, à moyen terme, l'âge légal du départ à la retraite à 65 ans et en mettant en place un régime de retraite par points pour tous, comme les Suédois l'ont fait. **Gain : 14 Md€/an.**

### Réformer les allocations chômage quand le pays ira mieux pour ne pas pénaliser les 3 millions de demandeurs d'emplois d'aujourd'hui

Je propose de réduire la durée d'indemnisation et de rendre plus dégressif l'allocation de retour à l'emploi (ARE) en contrepartie d'un renforcement des moyens de Pôle emploi. Le régime des intermittents du spectacle devra revenir à l'équilibre. **Gain : 10 milliards d'euros/an.**

Réformer les dotations aux collectivités. Je propose de lier l'attribution des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales à des critères de bonne gestion et alignant sur les meilleurs résultats de gestion l'intégralité des dépenses des collectivités. **Gain : 15 Md€/an.**

### Rationaliser les politiques publiques inefficaces et coûteuses

Comme celle du logement, qui coûte 40 Md€/an et a pour effet d'alimenter la hausse des loyers, surtout en période de pénurie de logements. Pour sortir de cette spirale infernale, je propose de diminuer drastiquement les aides au logement en contrepartie d'un financement accru du logement social et étudiant. **Gain : 16 Md€/an.**





# RENOUER AVEC L'EXIGENCE DU SAVOIR

## LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

Hyper-connectés, zappeurs, rétifs à l'autorité, curieux de tout et ouverts au monde : les enfants d'aujourd'hui ne ressemblent en rien à leurs aînés.

Ce n'est pas une rengaine que l'on entend à propos de chaque génération, c'est le constat que font TOUS les parents et les enseignants. Pour répondre à ce défi, le gouvernement a cédé à la facilité et aux sirènes du « pédagogisme » (cette idéologie qui met le maître et le savoir au service de l'enfant et de ses désirs) alors qu'il fallait faire l'inverse. Dernier exemple en date : la tragique réforme du collège, qui enterre le latin-grec et introduit des enseignements « pluridisciplinaires » pour distraire des collégiens, paraît-il, assommés d'ennui. Résultat : des enseignants déboussolés et des parents qui fuient vers le privé ou les cours particuliers quand ils le peuvent. Voilà comment le système français est devenu l'un des plus inégalitaires d'Europe.

## LA NOUVELLE FRANCE

### Restaurer l'autorité

L'éducation ne devrait pas évoluer au gré des modes, et l'école doit s'appuyer sur une valeur simple et pourtant fondatrice pour des enfants en quête de développement : l'autorité. L'autorité suppose cinq choses :

#### Des maîtres et les professeurs formés à la pédagogie

Car la transmission du savoir nécessite une énergie et des méthodes professionnelles ;

#### Des établissements gérés de façon autonome

Par un chef d'établissement responsable, en mesure d'effectuer ses recrutements librement et d'évaluer ses professeurs ;

#### Valorisés les efforts des professeurs et des maîtres

S'ils se forment, s'ils innovent, s'ils expérimentent, s'ils investissent plus de temps, ils doivent être récompensés ;

#### Augmenter le nombre d'heures d'apprentissage du français

En 1976, un élève qui sortait du collège avait reçu 2 800 heures d'enseignement de français depuis son entrée au CP. En 2015, il en a reçu environ 600 de moins. Il a donc perdu l'équivalent de deux années scolaires. C'est comme si, au milieu de son année de cinquième, on le faisait passer en seconde ;

#### Des parents et des professeurs sur la même longueur d'onde

Un enfant ne peut pas entendre des doubles discours incohérent, et pour ce faire il faut que les parents aient une bonne compréhension de l'école, ce qui suppose qu'elle leur soit ouverte.

## REMETTRE L'UNIVERSITÉ FRANÇAISE DANS LA COURSE

Le déclassement de l'université française n'est pas un hasard.

Nos campus peinent à entrer dans la compétition mondiale et à offrir des conditions de travail de qualité aux professeurs et étudiants car les subsides publiques et le mécénat ne peuvent à eux seuls constituer des ressources suffisantes.

**Il est impératif d'augmenter les droits de scolarité.** Cela ne découragera en rien les étudiants. Ils ne le sont pas dans d'autres pays ! Les droits de scolarité (fixés par arrêté) sont aujourd'hui de 184 € en licence et de 256 € en master.

Je propose que **les établissements soient libres de les moduler**, c'est-à-dire de les augmenter s'ils le souhaitent, mais également de les rendre progressifs en fonction du revenu. Pour préserver l'accès de tous à l'université, chaque université aura comme seule obligation un quota de boursiers (d'environ 30%). L'éducation est une chance donnée à chacun et cette chance a un prix, qui doit être nul pour ceux qui n'ont rien et proportionné pour ceux qui sont en mesure de contribuer. Selon un récent rapport, des droits de scolarité portés à 1 000 €/an rapporteraient près de 800 millions d'euros. De quoi construire de nouveaux locaux, diffuser le numérique dans tous les enseignements, construire des campus de proximité et faire venir des enseignants et chercheurs du monde entier. De quoi remettre l'université française dans la course.

## NOUVELLES RESPONSABILITÉS

# OSER L'EUROPE

### LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

On parle peu d'Europe, ou si souvent pour critiquer ses maladresses et sa déconnexion du monde réel, de la vie citoyens.

Nous vivons un projet européen qui s'étirole faute de moteurs. Une ambition qui croule sous la technocratie, là où la politique devrait être son unique ressort. Qui regarde benoîtement les crises successives en ne visant que sa préservation. Un projet qui, faute de perspectives, n'en est plus un.

L'Europe est aujourd'hui un fait, un acquis qui ne se projette pas, et le Brexit en est un symptôme. Comment attendre aujourd'hui des Européens qu'ils portent sur leurs épaules engourdies par les difficultés économiques et sociales une abstraction qui semble si peu porteuse de solutions pour eux ? Les perspectives ne manquent pas, pourtant, pour un continent qui pourrait être porteur d'investissements favorables à son développement économique, d'une politique régaliennne commune, d'un espoir culturel et social, d'un esprit de civilisation.

### LA NOUVELLE FRANCE

**Une Europe de subsidiarité, pragmatique, qui traite au niveau pertinent les défis qu'elle a à relever.**

Les sujets régaliens en sont une bonne illustration : il nous faut un traitement européen de l'immigration, du droit au séjour, du renseignement et de la lutte contre le terrorisme ; je suis à ce titre favorable à la création d'une agence européenne du renseignement et d'un parquet européen. Je suis également favorable à ce que l'Union européenne s'appuie sur des armées nationales officiellement, et les finance en conséquence ; je souhaite que nos dépenses militaires soient ainsi sorties des critères de Maastricht. C'est une mesure pragmatique : les pays qui investissent dans l'armée protègent de fait l'Union européenne, elle doit le reconnaître. Dans d'autres secteurs, plus techniques, il faut que les Etats aient des obligations de résultats, et non plus de moyens, pour alléger le fardeau des normes toujours plus complexes à appliquer.

**Construire l'Europe pour ses citoyens afin de remédier à son éloignement et à sa froideur**

Cela implique notamment de politiser ses institutions. Je propose à ce titre que le Parlement européen soit élu à partir de listes partisanes européennes, et non plus par pays. Je propose également que le président de la Commission soit désigné par le Parlement européen, et soit le chef de file du parti vainqueur des élections, premier de la liste européenne unique. Nous avons besoin en tant que citoyens d'identifier un gouvernement, la Commission joue ce rôle, elle doit désormais asseoir sa légitimité politique. C'est par la politique et non par la norme que nous ramènerons les européens à l'Europe.



# DE L'ISLAM EN FRANCE À L'ISLAM FRANÇAIS

## LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

La France, terre profondément laïque et républicaine, est traversée par de très vives tensions au sujet de l'islam, sur fond d'attentats islamistes sur notre sol et de guerre contre Daesh au Moyen-Orient.

Si l'immense majorité des musulmans vivent en bonne intelligence avec les principes de la République, on assiste à une crispation, notamment chez les plus jeunes : selon une enquête Ifop-Institut Montaigne de septembre, 28 % des musulmans de France ont adopté «un système de valeurs clairement opposé aux valeurs de la République». Un chiffre d'autant plus inquiétant que plus de la moitié de ces rigoristes sont des jeunes qui voient dans l'islam un moyen de « s'affirmer en marge de la société française ». Et grâce à Internet.

Pour paraphraser de Gaulle, je dirais qu'il ne suffit pas de « sauter sur sa chaise comme un cabri en disant : la République ! La République ! La République ! », il faut agir, plutôt que de dissenter à l'infini sur les tenues de bains des musulmanes (fussent-elles choquantes) ou d'agiter des peurs irrationnelles.

## LA NOUVELLE FRANCE

### Interdire le salafisme en France

Cette idéologie de haine est devenue le terreau du terrorisme en France. C'est le sens de la proposition de loi que j'ai déposée en août à l'Assemblée nationale. Nous ne pouvons tolérer que des personnes assument publiquement des propos qui consistent à rejeter en bloc nos valeurs et les principes de la République. Et je suis particulièrement sensible à la place, ou plutôt à l'absence de place qui est faite aux femmes dans ce modèle. Si ma proposition de loi est votée, elle permettra aux juges de condamner ces prédicateurs et leurs complices, ainsi que d'interdire les livres et faire fermer les lieux de culte, associations et sites internet qui diffusent ces idéologies. Ainsi, le juge pourra intervenir plus en amont du processus de radicalisation qui peut mener à la commission des faits terroristes, sans pour autant attenter à la liberté des individus.

### Donner à l'islam les moyens de se développer dans le respect des principes de la République

Pour en finir avec les financements étrangers, je propose de taxer à hauteur de 1% les produits halal afin de financer de manière transparente et autonome un islam de France, compatible avec les valeurs de la République.

# 10 %

environ des projets de  
mosquées en France ont  
des financements étrangers

(source : ministère de l'Intérieur, 2016).





# NOUVELLES PROTECTIONS



## NOUVELLES PROTECTIONS

# PROTÉGER LES FRANÇAIS

On ne peut pas bâtir un programme aujourd'hui sans avoir à l'esprit les victimes des attentats de 2015 et de 2016, sans penser à ce que nous ressentons souvent : la peur, mais aussi la fierté d'être toujours debout et de revendiquer, malgré l'horreur et malgré le deuil, que nous ne changerons pas sous la pression de la barbarie. Je me suis investie dans la recherche de solutions pragmatiques, concrètes, pour améliorer la protection des Français, lutter contre le terrorisme, réduire la menace et engager une véritable guerre contre ces ennemis lâches et sans pitié. Une guerre avec les moyens de la guerre, et pas ceux de la paix.

Si je suis élue, la protection de tous les Français sera ma priorité. Une priorité stratégique, mais aussi une priorité budgétaire. Je suis allée au Mali, j'ai suivi des militaires de Sentinelle, j'ai rencontré des policiers et des gendarmes, j'ai visité des prisons et parlé à des magistrats. Ils ont besoin de soutien, car ils nous protègent. J'ai souhaité, ici, vous livrer mes mesures en faveur de la protection des Français.

### Pour les citoyens

Créer un service national court obligatoire pour tous

### Pour l'armée

Sortir les dépenses militaires de la France des critères de Maastricht

Porter à 2% l'effort budgétaire en faveur de la défense

Préparer la transition entre l'armée et les forces de sécurité publique pour le maintien de Sentinelle à horizon 5 ans, si celle-ci devait être maintenue

### Pour la police et la gendarmerie

Transformer les polices municipales en polices intercommunales, afin de décharger police nationale et gendarmerie de leurs missions de proximité : protection des lieux de culte, petite délinquance, accidents de voie publique par exemple

Investir dans l'équipement des forces de sécurité publique

### Pour la justice

Construire 20 000 places de prison

Créer une peine de perpétuité réelle pour les faits de terrorisme

Créer un droit d'appel de la victime

### Pour le renseignement

Créer une agence de renseignement technologique unique, sur le modèle de la NSA

### Pour lutter contre la radicalisation

Interdire le salafisme

Interdire les financements étrangers en créant une taxe sur le hallal



---

Nathalie Kosciusko-Morizet